

COMMUNE DE FILLINGESREGISTRE DES ARRETES DU MAIREREGLEMENTANT LA CIRCULATION PROVISOIRE PORTANT PERMISSION DE VOIRIE  
POUR RACCORDEMENT A LA FIBRE DU N°39 CHEMIN DE SABRI

Le Maire de la Commune de Fillinges (Haute-Savoie),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2,
- Vu les articles L 417-3 du Code de la Route et L 131-3 du Code de la Voirie Routière,
- Vu la demande du 9 décembre 2024 de l'entreprise CIRCET pour le compte de SFR, dans le cadre de la réparation de fourreaux sous chaussée, pour le raccordement à la fibre du n°39 Chemin de Sabri,
- Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation routière, version consolidée au 04 septembre 2008,

ARRETEARTICLE 1<sup>er</sup> : Autorisation

Sauf intempéries ou aléas de chantier, du 20 décembre 2024 au 20 janvier 2025, l'entreprise CIRCET SFR interviendra chemin de Sabri dans sa section comprise entre le n°39 et le n°119 pour effectuer les travaux décrits supra.

Sur toute la période, les travaux n'excéderont pas une journée ;

La circulation sera maintenue, alternée manuellement par panneaux B15/C18.

La vitesse sera limitée à 30 km/h, le stationnement sera interdit sur la zone d'intervention à l'exception des véhicules affectés au chantier.

ARTICLE 2 : Prescriptions techniques – Réfection de chaussée et accotement- Sur chaussée

Remblaiement de la fouille avec les matériaux du site sauf si impropres, auquel cas le remblaiement sera en matériaux GNT 0/63, complété par une couche de réglage de 5 cm en GNT 0/31.5, avec fermeture en enrobé BBSG 0/10 sur 6 cm avec épaulement sur 10 cm, joints collés et sablés en 0/4 ;  
Fermeture provisoire des tranchées en enrobé à froid.

- Sur accotement

Remise en place des terres à l'identique

ARTICLE 3 : Sécurité et signalisation de chantier

La signalisation de restriction et de rétrécissement des voies de circulation sera conforme aux prescriptions définies par l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (Livre I – 8<sup>ème</sup> partie – Signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié).

Le bénéficiaire devra délimiter la zone d'intervention conformément aux dispositions suivantes :

- Panneaux B15/C18 (alternat)
- Panneaux AK5 de part et d'autre de la zone d'intervention (chantier temporaire)
- Panneaux temporaires de position type K8
- Balisage cheminement piétons

La signalétique et balisages seront mis en place et entretenus par l'entreprise CIRCET SFR afin de prévenir les usagers.

ARTICLE 4 : Dégradation

À l'expiration de la présente permission de voirie, le domaine public sera dégagé de tout encombrement.

Le bénéficiaire est tenu de remettre le domaine public en parfait état.

Toute dégradation constatée sera reprise aux frais du bénéficiaire, à la diligence du service gestionnaire.

ARTICLE 5 : Responsabilité

Le bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de cette occupation.

ARTICLE 6 : Délais et voies de recours :

En application de l'article R421-1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble - 2 place de Verdun BP 1135 - 38022 GRENOBLE Cedex dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. La juridiction administrative peut être saisie par le biais du portail « Télérecours citoyen », accessible au public à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Le présent arrêté pourra également faire l'objet d'un recours gracieux présenté auprès de l'autorité signataire ou de l'autorité hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui devra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse de l'autorité compétente (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Ampliation :

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Lieutenant - Commandant de communauté de brigades d'Annemasse-Reignier et tout agent de la Commune régulièrement assermenté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation est transmise :

- à Monsieur le Lieutenant - Commandant de communauté de brigades d'Annemasse-Reignier,
- à Monsieur le Président de la Communauté de Communes des 4 Rivières,
- à Monsieur le Président du SM4CC (Syndicat Mixte des 4 communautés de Communes),
- à Monsieur le Président du Syndicat des eaux Rocailles Bellecombe,
- à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de la Haute-Savoie,
- à Madame la Directrice des Services Techniques de la commune de Fillinges,
- à Monsieur le Responsable du Centre technique municipal de la commune de Fillinges,
- au Service de Prévention et de Sécurité de la commune de FILLINGES,
- à l'entreprise CIRCET SFR.

Fait à Fillinges, le 10 décembre 2024.

Le Maire,  
Bruno FOREL.



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte, affiché le

17 DEC. 2024

Mise en ligne: 17 DEC. 2024